

Colloque

A l'initiative des syndicats CGT, SUD et CFDT de l'Insee

La statistique publique, un bien public original

Mercredi 30 mars 2011

en partenariat avec

Le Comité de Défense la Statistique Publique
Alternatives Economiques ♦ Cerc-Association
Idies ♦ Médiapart ♦ Pénombre

« Le fait que les statistiques officielles provenant de pays du monde entier soient produites de façons fiable, exacte, scientifique et comparable, constitue un grand accomplissement collectif. Cela grâce à des valeurs de service, de professionnalisme et d'intégrité dont des experts dévoués font preuve quotidiennement dans les systèmes nationaux de statistique du monde entier. »

Sha Zukang, Secrétaire général adjoint aux Affaires économiques et sociales de l'ONU, 20 octobre 2010 (première journée mondiale de la Statistique).

8h30 **Accueil des participants**

9h15 **Ouverture des débats**

9h30 **Plénière introductive : La statistique publique, une cible mouvante**

Présidence : Mireille Elbaum (professeure au Conservatoire national des arts et métiers)

Intervenants : Nila Ceci (Comité de défense de la statistique publique) ; Laurent Jeanneau (Alternatives Economiques et Idies) ; Denise Lievesley (présidente de l'ESAC, Comité consultatif de la statistique européenne)

La statistique publique doit faire face depuis les années 2000 à des mouvements contradictoires qui la fragilisent et interrogent sur sa capacité à répondre aux défis qui l'attendent. Il faut aussi rappeler le brutal remplacement du directeur général de l'Insee fin 2007 et l'oukase de septembre 2008 d'une délocalisation d'une partie significative de ses activités analysée comme une volonté de démantèlement de la statistique publique, ou au moins comme un projet incohérent et inefficace imposé par le pouvoir politique. Au-delà de ces situations de crise, des évolutions profondes sont à l'œuvre : la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, la forte décroissance prolongée des effectifs et des budgets de fonctionnement imposée par la RGPP, la place croissante prise par des décisions de niveau international dans le programme de travail de la statistique publique sans moyens additionnels correspondants, etc. Ces mouvements provoquent des débats très vifs au sein des collectifs de travail et du Cnis, organe de concertation du système (Conseil national de l'information statistique). Cette première plénière dressera une synthèse des principales lignes de force des évolutions en cours ou prévisibles sous ces divers aspects, ainsi que de la substance des principaux débats, souvent très contradictoires, sur ces sujets.

11h15 **Atelier 1 : Évaluation et politiques du chiffre**

Présidence : Annie Fouquet (présidente de la Société française d'évaluation)

Intervenants : Emmanuel Didier (sociologue, CNRS-Ecole des hautes études en sciences sociales) ; Daniel Le Scornet (vice-président de l'Appel des appels) ; Agnès Labrousse (économiste, Université de Picardie)

L'évaluation prend une importance croissante dans le débat et les manières de mener les politiques publiques. La statistique publique est désormais invitée à se positionner en faisant de l'évaluation et, plus généralement, du service aux politiques publiques, une priorité forte. Le sujet renvoie à un débat social et sociétal nouveau, à mesure que se durcissent les politiques de la quantification et de l'évaluation numérique des politiques publiques, des agents qui les mettent en œuvre et aussi des publics dits « bénéficiaires » de ces politiques, via leur profilage ou ciblage selon les catégories qu'elles définissent.

Atelier 2 : Contexte sécuritaire et statistique publique

Présidence : Daniel Blondet (CGT- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche)

Intervenants : Jean-Claude Vitran (Ligue des Droits de l'Homme) ; Paule Laidebeur (Conseil général du Nord) ; Bertrand Geay (sociologue, Université de Picardie)

Cet atelier renvoie aux enjeux renouvelés de l'acceptation sociale du recueil des données, et donc aussi au contexte politique. L'acceptation implique que ce recueil soit considéré par les citoyens comme utile et nécessaire, et non comme dangereux pour les libertés individuelles et collectives. Le recours accru de la statistique publique aux fichiers administratifs et aux appariements de fichiers parallèlement à l'extension du fichier, du contrôle, de la logique sécuritaire dans notre société suscite de nombreuses tensions. L'exemple symptomatique des répertoires et des fichiers associés à la scolarité des élèves sera abordé.

14h00 **Atelier 3 : La qualité des quantités**

Présidence : Chantal Casès (directrice de l'Institut national des études démographiques)

Intervenants : Alain Desrosières (historien de la statistique, Centre Alexandre Koyré) ; Barbara Christian (Insee) ; Nicolas Spire (sociologue, APTEIS - Analyse pluridisciplinaire du travail, études et interventions sociales)

Au sens traditionnel des statisticiens, la « qualité » renvoie aux conditions de validité des résultats qu'ils produisent. Cette définition est aujourd'hui mise en concurrence par d'autres concepts de « qualité », davantage sensibles à la normalisation des processus et au respect de normes par les agents. Des mots nouveaux apparaissent dans l'univers de la statistique publique aux côtés de la labellisation traditionnellement du ressort du Cnis : « certification », « étalonnage », TQM (Total Quality Management), etc. Leurs conséquences sur les pratiques professionnelles, l'organisation du travail et plus fondamentalement sur les valeurs de service public portées par les agents doivent aussi être mises en débat.

Atelier 4 : Statistique recherche co-relations durables

Présidence : Jacques Freyssinet (économiste)

Intervenants : Janine Leschke (chercheuse, représentante de la Confédération européenne des syndicats à l'ESAC) ; Loup Wolff (Insee) ; Jérôme Gautié (directeur de l'Institut des Sciences Sociales du Travail)

Dans un contexte organisationnel et juridique nouveau, la statistique publique constate un affaiblissement du lien interne entre statistiques et études, qui constitue une singularité et une richesse de l'organisation « à la française ». Les centres d'accès sécurisés renouvellent la question -ancienne- de l'accès aux données, des chercheurs participent à la conception d'enquêtes, mais aussi à celle d'outils structurants comme les nomenclatures, posant ainsi les questions de responsabilité, non seulement dans l'utilisation mais aussi dans la production de données qui alimentent le débat public. À un moment où le risque d'un partage du travail renvoyant chacun sur son « cœur de métier » est renforcé par les restrictions budgétaires, l'atelier interrogera les conditions d'une coopération renouvelée entre statistique et recherche publiques, depuis la conception des objets de connaissance jusqu'à la publication des résultats.

15h45 **Table ronde en plénière : La statistique publique, un bien public original**

Présidence : Jean-Luc Heller (statisticien)

Intervenants : Christophe Robert (Fondation Abbé Pierre) ; Florence Jany-Catrice (économiste, Université de Lille 1) ; Christian Dufour (directeur adjoint de l'Institut de recherches économiques et sociales) ; Denis Durand (représentant CGT au CNIS) ; Laurent Mauduit (Médiapart)

Cette table ronde réunira des acteurs et utilisateurs de la statistique publique. Il s'agira de préciser la place actuelle de la statistique publique, dans un contexte de croissance de la demande et des attentes sociales parfois contradictoires à son encontre, et d'affaiblissement substantiel de ses moyens. La statistique publique est de moins en moins hégémonique dans la production de données utilisables à des fins statistiques et la question de sa place et de son rôle pour coordonner les initiatives se pose de façon nouvelle. En somme, il s'agit de clarifier ce que doit traiter le système statistique public, la manière dont il doit travailler et répondre aux sollicitations dont il est l'objet, compte tenu du contexte français et international actuel et prévisible.

17h30 **Conclusion des débats**